

UD FO 37

Réunion publique joué les tours

19/04/2012

REUNION PUBLIQUE FORCE-OUVRIERE
JOUE LES TOURS LE 19 AVRIL 2012

Chers camarades,

Au nom de la CA de l'UD FO 37, je vous apporte son salut fraternel et je vous remercie pour votre présence ce soir, à cette première réunion organisée sur Joué, dans une période qui s'annonce comme déterminante pour le sort de la classe ouvrière.

Bien sûr, il y a un moment politique fort avec les présidentielles d'une part et les législatives en juin d'autre part. A ce titre, les premiers 100 jours du futur gouvernement, donneront une indication sur les décisions prises pour enrayer ou non la crise qui sévit en France aussi.

Conformément à nos principes de liberté et d'indépendance, FO ne donnera aucune consigne de vote pour ces échéances, comme l'a rappelé notre dernier comité confédéral national.

Les citoyens n'ont pas besoin de directeur de conscience et chacun votera ou ne votera pas, en fonction de ses convictions.

Pour FO, nous continuons pendant et après les campagnes à ne défendre que l'intérêt particulier des salariés, en mettant en avant des revendications assumées, claires et précises.

Nous sommes convaincus, que, quel que soit le locataire de l'Elysée, il y aura à nouveau une nouvelle cure d'austérité, et c'est dans ce contexte, que nous plaçons cette conférence.

Le rôle de notre organisation est d'informer le plus largement et de préparer les conditions nécessaires à la mobilisation des salariés actifs, chômeurs et retraités, pour contrer ces

politiques destructrices de droits sociaux et de la République sociale.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder autour de nous.

Plusieurs pays ont changé de gouvernement depuis quelques mois.

En Grèce, en Italie, c'est la fameuse Troïka composée du FMI, de la BCE et de l'UE, qui a emporté ces changements et a désigné le premier ministre.

Au Portugal, en Espagne, en Irlande, en Belgique, si le changement fut plus conforme aux règles démocratiques, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a pas eu de rupture dans la politique économique menée ; Pire elle a été accélérée, provoquant encore plus de misère, de paupérisation et d'insécurité sociale.

Avec ces exemples récents, on voit bien que seule la classe ouvrière ne pourra compter que sur elle-même pour défendre ses conquêtes et ses intérêts.

Nous considérons en effet qu'il est impossible de mettre en marche une politique de croissance et de progrès social en restant dans le cadre de Maastricht et de ses critères contraignants. Pire, l'UE et les gouvernements veulent dorénavant renforcer ce traité, en adoptant la fameuse Règle d'Or, à tous les niveaux de dépenses nationales.

Certains prétendent que l'on pourrait introduire des clauses de croissance dans un dispositif fondé sur l'austérité, quelle blague !!!!

FO s'est exprimée publiquement sur les deux nouveaux traités en question. Notre CCN a catégoriquement indiqué notre volonté de les combattre et d'encourager le vote contre s'il le fallait.

Ces deux traités ne sont ni amendables, ni aménageables, ni négociables, ils doivent être rejetés !!!!

FO s'oppose au projet de la Règle d'or qui impose l'équilibre des budgets, et introduite par le TSCG, elle serait notamment attentatoire à la liberté de négociation et priverait les parlementaires de leur liberté de voter les budgets. C'est une perte de souveraineté, comment nos représentants peuvent-ils admettre cela ? Comment admettre de se faire dicter ses choix par une autorité qui ne repose aucunement sur l'expression du peuple. C'est inconciliable avec l'esprit de la République !!!

Alors la question est clairement posée : comment s'organiser, sur quelle base, avec quel outil ?

Dès demain, le prochain gouvernement tentera lui d'imposer un nouveau plan d'austérité drastique pour réduire les déficits et résorber la dette, cela conformément aux décisions de la Troïka.

Le contenu est déjà connu : flexibilité accrue du marché du travail, réforme et simplification du code du travail, ouverture des magasins tous les jours, remise en cause de la durée du travail et primauté des accords d'entreprise, basculement des cotisations patronales sur d'autres impositions.... Dans le même temps, un plan de réduction des dépenses serait adopté, plan qui ciblerait les personnels publics, les opérateurs de l'Etat, les collectivités locales et le secteur social. Cela se déclinant avec 3 grandes lois RGPP 2 pour l'Etat, révision des politiques sociales et révision des politiques locales.

Les coupes budgétaires pourraient atteindre 129 milliards sur 5 ans, selon certains organismes, voir le rapport de l'IFRAP.

Cela ressemble étrangement aux mesures prises par Mario Monti en Italie.

Les tenants du libéralisme font pression et proposent aussi de réviser les statuts de la fonction publique et le financement des syndicats, par voie de référendum.

On peut d'ailleurs s'interroger sur les raisons de ce questionnement ?

La mise en place du chèque syndical, déjà promu par la CFDT et la CGT chez AXA, c'est une logique de renforcement des effets de la loi du 20 août 2008, avec un objectif double.

Transformer les syndicats en machine électorale puisque leur représentativité ne dépendrait plus des adhérents mais d'une majorité de non syndiqués et d'autre part, en arguant la transparence financière l'Etat pourrait contrôler l'activité syndicale. Celui qui paye décide !!!

C'est pourquoi FO continue de dénoncer la loi du 20 août 2008 car elle induit bon nombre de dispositions qui pervertissent la liberté syndicale et l'indépendance des syndicats.

Les prochains mois seront déterminants et lourds de conséquences, en particulier pour notre protection sociale (retraite, maladie, assedic, CAF...) La mise en œuvre des politiques d'austérité s'exerce contre tout progrès social.

Tout n'est pas encore joué, car partout se dresse une résistance de la classe ouvrière (Grèce, Espagne la lutte continue et en France même de nombreux conflits voient le jour, y compris dans l'unité syndicale).

Alors pour concrétiser notre refus de ces politiques destructrices, se pose la question de l'organisation des salariés.

On le voit avec le mouvement des indignés qui n'apporte aucune perspective, il est nécessaire de pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, centré sur l'intérêt des

salariés et qui met en avant un horizon, un résultat à obtenir, celui des revendications.

Les exemples récents des animateurs de la mairie de Joué, les salariés de Chollet, montrent qu'il est possible de se faire respecter et obtenir des avancées notables. Partout nous devons revendiquer des augmentations de salaire, l'amélioration des conditions de travail et le développement de l'emploi, et cela avec force et détermination.

Certains ministres ou autres subsidiaires syndicaux rêvent à un futur pacte social, pour noyer cette espérance. C'est sans compter sur la CGT FO qui fidèle à la charte d'Amiens ne renoncera jamais à son indépendance et à la défense des salariés. Le moment venu notre confédération prendra ses responsabilités, avec en mémoire le mouvement des retraites, où la duplicité des Dupont et Dupond du syndicalisme (l'axe CGT-CFDT), a permis au gouvernement de passer sa réforme.

Après nous avoir expliqué qu'il fallait sauver les retraites, le gouvernement a finalement confirmé qu'il s'agissait d'envoyer un signal aux marchés financiers, comme FO l'avait dénoncé.

C'est pourquoi FO considère que la question de la dette n'a rien à voir avec les salariés, et qu'en l'occurrence toute question relative à un audit sur la dette est dangereuse et ne correspond pas à une véritable analyse. Que cette dette n'est que le résultat de choix politiques qui ont consisté à faire baisser l'imposition des plus riches et l'impôt sur les sociétés. Elle est aussi le résultat du sauvetage des banques et de la rémunération de la dette. Nous pourrions plus après exposer les mécanismes et modalités précises, qui nous conduisent à ce résultat. Notre pays n'est pas malade de ces dépenses publiques et sociales il est avant tout victime du manque de recettes. Pourtant jamais notre pays n'a été aussi riche !!!
Cherchez l'erreur ????

Le transfert de ces richesses au profit des actionnaires, des dividendes, au détriment du salaire fragilise dangereusement notre sécurité sociale, qui est pourtant une partie de notre salaire, le salaire différé. Les exonérations de cotisations patronales demeurent pourtant bien que n'ayant aucun effet positif sur l'emploi et les salaires, au contraire.

FO considère que la question du choix de société n'est jamais posée en préalable de toute réforme, et qu'il s'agit à chaque fois de détruire la république sociale à laquelle nous sommes attachés, avec l'atteinte au service public, à la protection sociale et aux conventions collectives. Tout l'édifice construit après 1945, doit être liquidé, pour laisser la place au secteur marchand et à l'individualisation des rapports sociaux.

Toutes les mesures portent en elles le germe de la récession et de la paupérisation avec son cortège de précarité sociale, de chômage et de recul de nos conditions de vie.

Pour nous faire passer la pilule, ils développent de nouveaux concepts, tels que la gouvernance, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, les chartes etc, toute une dialectique élaborée. Derrière ces termes dangereux, se cachent là aussi une idéologie qui consiste à réprimer toute velléité d'amélioration de nos conditions de salariés, alors il convient de ne pas se faire enfermer dans un système qui confine à une cogestion du malheur.

A l'issue de cet exposé, pour répondre aux questions précédentes, il apparaît alors que seul, le syndicalisme indépendant, libre et confédéré permet aux salariés de se structurer, de s'organiser et de faire valoir leurs droits, sur la base de revendications claires précises et comprises, et pour cela, la syndicalisation est le seul outil valable. N'en déplaise à certains, in fine il s'agit bien là encore de pouvoir organiser

la lutte des classes pour imposer enfin un autre modèle économique et une autre répartition des richesses.

Ni austérité de droite, ni austérité de gauche ou syndicale

Il est d'ores et déjà important de développer nos implantations et de nous renforcer là où nous sommes présents. Adhérer et faites adhérer à FO, cela doit être notre objectif commun.

L'UD FO 37 est là pour vous aider, à vous de faire, en avant les revendications et maintenant à vous la parole !!!!

Je vous remercie pour votre attention.